

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LENGLET Caudry**

Actipôle de l'A2  
59554 Raillencourt-Sainte-Olle

Références : 2023-V1-463  
Code AIOT : 0007001916

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2023 dans l'établissement LENGLET Caudry implanté ZI rue de l'europe 59540 Caudry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LENGLET Caudry
- ZI rue de l'europe 59540 Caudry
- Code AIOT : 0007001916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la société Lenglet Imprimeurs est l'impression et le façonnage de documents tels que des catalogues et des dépliants publicitaires. La gamme des produits est fabriquée sur 3 rotatives

offset à séchage thermique.

La société est autorisée à exploiter une imprimerie sur la commune de Caudry par arrêté préfectoral en date du 20/07/12.

Les installations classées soumises au régime de l'autorisation relèvent de la rubrique 2450-1 : imprimeries utilisant des rotatives offset à séchage thermique

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions générales de rejet	AP Complémentaire du 20/07/2012, article 3.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites des concentrations et des flux dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 20/07/2012, article 3.2.4	Sans objet
3	Origines des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 20/07/2012, article 4.1.1	Sans objet
4	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 20/07/2012, article 7.7.7.2	Sans objet
5	Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées	AP Complémentaire du 20/07/2012, article 9.2.1.1	Sans objet
6	Autosurveillance par la mesure des émissions par bilan	AP Complémentaire du 20/07/2012, article 9.2.1.2	Sans objet
7	Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 20/07/2012, article 9.2.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une non-conformité relative aux vitesses de rejets des polluants atmosphériques dans l'air (vitesse insuffisante).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions générales de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/07/2012, article 3.2.3				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques				
<b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET				
	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n°1	15,3	0,63	7300	8
Conduit n°2	15,8	0,8	9100	5,1
Conduit n°3	15,8	0,8	9100	5,1
<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés a des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>				
<p><b>Constats :</b> Les rapports des interventions du 7 décembre 2022 (rapport référencé 14265580/2.1.1.R) et 31 mai 2023 (rapport référencé 14265580/3.1.1.R) font état des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• conduit n°1 (rotative KBA C518 - 40 pages) : 8,48 m/s - 5300 m<sup>3</sup>/h - diamètre : 0,7 m ;</li><li>• conduit n°2 (rotative KBA C618 n°1 - 48 pages) : 2,83 m/s - 2200 m<sup>3</sup>/h - diamètre : 0,8 m ;</li><li>• conduit n°3 (rotative KBA C618 n°2 - 48 pages) : 2.22 m/s - 1990 m<sup>3</sup>/h - diamètre : 0,8 m</li></ul> <p>L'exploitant a transmis une étude réalisée en février 2016 par CONTIWEB qui est installateur des rotatives. Cette étude a pour objet d'étudier les possibilités de mise en conformité concernant les vitesses minimales d'éjection. L'étude met en avant que pour augmenter la vitesse d'éjection, deux solutions peuvent être envisagées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'augmentation de l'aspiration d'air depuis les rotatives : selon cette étude, cette solution présente le désavantage de diminuer l'efficacité de la dégradation des solvants (quantité de polluants rejetés plus importante) et d'augmenter significativement la consommation de gaz nécessaire pour chauffer les effluents en aspirant de l'air ayant une concentration plus faible en solvant;</li><li>• la diminution de la section de rejet (utilisation d'un convergent): selon cette étude, cette solution entraînerait une contre-pression importante qui elle-même entraînerait une augmentation de la consommation électrique du ventilateur.</li></ul> <p>S'agissant de la deuxième solution, il n'est pas quantifié le lien entre une augmentation de la contre-pression (somme toute initialement limité) et une augmentation non acceptable de la consommation électrique. Cette donnée dépend notamment du convergent utilisé (notamment sa forme). Enfin s'agissant de l'impact sur la fiabilité du sécheur, celle-ci n'est également pas établie.</p> <p><b>Fait avec suite n°1 :</b> les vitesses minimales d'éjection ne sont pas respectées pour les conduits n°2 (2,83 m/s pour une VLE à 5,1 m/s) et 3 (2.22 m/s pour une VLE à 5,1 m/s) de l'établissement.</p>				
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites				

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Valeurs limites des concentrations et des flux dans les rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/07/2012, article 3.2.4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :  - a des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</p> <p>Four de séchage ( rejets n°1 a n°3) :  Les encres utilisées sont uniquement des encres a l'eau. Seul l'additif de mouillage utilisé sur les rotatives contient des solvants.</p>			
Paramètres		Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	
Poussières		5	
SO <sub>2</sub>		5	
NO <sub>x</sub>		500	
COV		15	
Installations	N°1 – KBA 40 pages	N°2 – KBA 48 pages	N°3 KBA 48 pages
Flux	g/h	g/h	g/h
Poussières	37	45	45
SO <sub>2</sub>	37	45	45
NO <sub>x</sub>	3650	4550	4550
COV	110	136	136
<p>Si la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de solvants utilisée. Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses.</p> <p>installations d'aspiration des rognés :  L'installation d'aspiration des rognés est équipée de filtres type cyclone. Elle possède un rejet canalisé d'air filtré vers l'extérieur. La concentration en poussières ne doit pas dépasser 5 mg/Nm<sup>3</sup>. Les filtres des aspirations des rognés sont changés tous les 6 mois ou tous les 4 300 h de fonctionnement.</p> <p>Aérothermes : Le site est équipé de 10 aérothermes fonctionnant au gaz naturel. Ils sont répartis de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• unité C : 10 aérothermes d'une puissance unitaire de 70 kW.</li> </ul>			

**Constats :**

Dans le cadre des campagnes de mesures des rejets atmosphériques des 7 décembre 2022 et 31 mai 2023, il n'a pas été mis en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission autorisées :

- Oxydes d'azote (valeur limite d'émission à 500 mg/Nm<sup>3</sup>) :

\* point de rejet n°1 : 93 mg/Nm<sup>3</sup> en 2022 – 47,3 mg/ Nm<sup>3</sup> en 2023 ;

\* point de rejet n°2 : 33,8 mg/Nm<sup>3</sup> en 2022 – 18,3 mg/Nm<sup>3</sup> en 2023 ;

\* point de rejet n°3 : 251 mg/Nm<sup>3</sup> en 2022 – 8,35 mg/ Nm<sup>3</sup> en 2023 ;

- Composés organiques volatils (valeur limite d'émission à 110 mg/Nm<sup>3</sup>) :

\* point de rejet n°1 : 4,31 mg/Nm<sup>3</sup> en 2022 – 7,46 mg/Nm<sup>3</sup> en 2023 ;

\* point de rejet n°2 : 2,82 mg/Nm<sup>3</sup> en 2022 – 1,36 mg/Nm<sup>3</sup> en 2023 ;

\* point de rejet n°3 : 7,80 mg/Nm<sup>3</sup> en 2022 – 5,34 mg/ Nm<sup>3</sup> en 2023.

Les autres paramètres n'ont pas fait l'objet de mesures (cf. point de contrôle n°5).

S'agissant de la consommation totale de solvants, elle est estimée à 3,92 t d'après le plan de gestion des solvants 2022 (inférieure à 15 t/an).

Concernant l'installation d'aspiration des rognés, cette installation n'a pas de rejet canalisé vers l'extérieur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Origines des approvisionnements en eau**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/07/2012, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

L'eau utilisée dans rétablissement provient :

- du réseau d'eau public de distribution de la ville de Caudry

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
Réseau public	20 000 m <sup>3</sup> /an

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

**Constats :**

L'exploitant a présenté et transmis la compilation des consommations mensuelles de depuis le 1er janvier 2021. Le document indique que les consommations annuelles suivantes (années complètes) :

- 2021 : 2 522 m<sup>3</sup> ;
- 2022 : 1 992 m<sup>3</sup>.

La valeur limite de consommation est respectée.

L'exploitant indique qu'historiquement, l'établissement a toujours été largement en dessous de la valeur de 20 000 m<sup>3</sup>/an.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Bassin de confinement

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/07/2012, article 7.7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

**Prescription contrôlée :**

Afin de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, l'exploitant surélevé les seuils des portes des bâtiments afin de mettre les bâtiments sur rétention.

Le volume minimal à recueillir est de 660 m<sup>3</sup> pour l'unité C.

Des vannes d'obturation sont mises en place sur les réseaux d'assainissement pour éviter que les eaux d'extinction ne rejoignent le réseau public d'assainissement.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces vannes doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

**Constats :**

Pour le confinement des eaux d'extinction, l'exploitant a retenu une stratégie de confinement dans le bâtiment, des fosses étant présentes et les seuils de porte étant relevés.

La surface du bâtiment est estimée à minima à 8 000 m<sup>2</sup>. La hauteur des seuils de porte étant estimée à 10 cm, le volume total confinable est estimé à 800 m<sup>3</sup>. Ce mode de confinement ne nécessite pas de mettre en œuvre d'organe de commande.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/07/2012, article 9.2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les contrôles portent sur les points de rejets n°1 à 3

Paramètres	Fréquence
NO <sub>x</sub>	semestrielle
COV	semestrielle

**Constats :**

Les deux dernières campagnes de mesure sont en date du 7 décembre 2022 et 31 mai 2023 et fait figurer les paramètres NO<sub>x</sub> et COV. Il y a lieu de considérer que la fréquence semestrielle est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Autosurveillance par la mesure des émissions par bilan**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/07/2012, article 9.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées ce plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b> La consommation annuelle est quantifiée à 3,92 t/an. L'exploitant met en œuvre un plan de gestion des solvants.  Ce plan mentionne les entrées (3,92 t de matières premières achetées) et les rejets canalisés (estimés à 77 kg). En revanche, il ne figure pas les quantités de solvants traités par combustion dans le sécheur. Cette donnée n'est pas connue en l'absence de mesure amont/aval du sécheur.  <b>Observation n°1 :</b> il est demandé à l'exploitant de réaliser de manière concomitante à la mesure en sortie de sécheur, une mesure de la concentration en entrée du sécheur pour déterminer l'efficacité du traitement du sécheur et ainsi estimer les quantités de solvant détruites par traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Relevé des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/07/2012, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement.  Les résultats sont portés sur un registre. Ce registre, éventuellement informatisé, doit être tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant relève mensuellement le volume d'eau total consommé en mètre cubes. Les résultats sont reportés dans un tableur présenté à l'inspection. La période présentée à l'inspection est celle de janvier 2021 à août 2023.  <b>Observation n°2 :</b> il est demandé à l'exploitant de compléter le registre informatique dans les meilleurs délais avec les relevés effectués.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite